

Les filles, toujours moins scolarisées que les garçons

Les filles représentent plus de la moitié des migrants mineurs en Afrique de l'ouest, a annoncé l'Observatoire sur les migrations, un organisme des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans un article intitulé "*Migrations des filles mineures en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal*". Dans cet article relayé le 12 mars dernier par le site allAfrica, l'observatoire relève notamment que les filles représentent 53,6% des migrants mineurs en Afrique de l'ouest et 50,5% au Sénégal.

Outre ce problème de trafic des enfants qui touche plus les petites filles et constitue un frein à leur scolarisation, on recense les pesanteurs sociales qui perdurent plus particulièrement dans les milieux ruraux, les soucis financiers de certains parents qui ayant des moyens limités, font le choix de scolariser les petits garçons au détriment des filles... Des réalités qui creusent encore aujourd'hui l'écart entre le nombre des jeunes filles et des jeunes garçons scolarisés.

Education et parité

Le thème de l'égalité de chance pour tous les enfants préoccupe le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) qui a réuni des spécialistes de l'éducation de 24 pays de la sous-région ouest-Africaine à Lomé au 13 au 15 mars 2012 pour échanger sur le sujet. Cette rencontre annuelle des partenaires de l'éducation a choisi cette année le thème « *éducation et parité* » pour examiner les outils de référence, analyser les goulots d'étranglement en vue de faciliter l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants y compris les plus pauvres, ceux qui vivent dans les zones rurales reculées, les enfants au travail ou encore les enfants vivant avec un handicap.

Lors de l'ouverture de cet atelier, la représentante de l'UNICEF au Togo, le Dr Viviane Van Steirtegem, a expliqué que " *l'accès à une éducation de qualité est le droit de chaque enfant. Mettre l'accent sur les plus vulnérables, notamment les filles et les enfants vivant avec un handicap, mais aussi ceux vivant dans un état de pauvreté extrême ou dans une zone d'accès difficile, constitue notre priorité pour réduire les disparités* ».

Elle a ajouté qu'il faut également prendre en compte l'amélioration de la qualité et de la réduction de la fréquence des redoublements et des abandons, la disponibilité en nombre suffisant de personnel enseignant qualifié pour assurer la qualité de l'apprentissage...

Mme Yuriko Yokozéki, conseillère régionale au bureau régional de l'UNICEF à Dakar, a insisté sur le fait que les 24 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre se présentent comme la région la plus en retard sur l'objectif de la scolarisation universelle. Ces pays enregistrent le plus grand nombre d'enfants hors du système scolaire.

La ministre des enseignements primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Mme Bernadette Legzim-Balouki, a reconnu dans son discours d'ouverture de l'atelier que " (...) *le chemin qui reste à parcourir est encore très long* » avant d'ajouter que pour accélérer la « *marche vers l'atteinte des Objectifs de l'Education Pour Tous* », « (...) *nous devons agir ensemble maintenant et nous attaquer aux inégalités profondes qui persistent* ».

Nadia ZIBILILA